

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2018

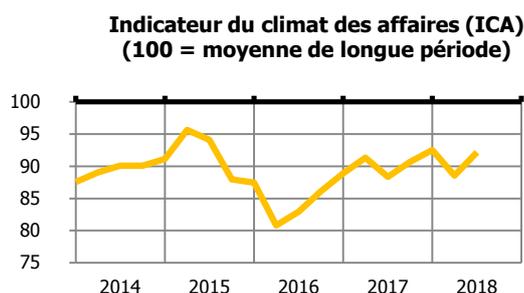
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Oscillation positive du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des entrepreneurs calédoniens sur la conjoncture locale, repart à la hausse au deuxième trimestre 2018 (+ 3,6 points), compensant la baisse du trimestre précédent. À la suite de la récupération du choc de début 2016, l'ICA oscille depuis un an autour des 90 points et s'inscrit toujours sensiblement en deçà de sa moyenne de longue période (100), reflétant la période en cours de croissance ralentie.

Plusieurs indicateurs macroéconomiques expliquent la fluctuation positive du second trimestre. La consommation des ménages se maintient à un niveau sensiblement plus élevé que la moyenne des deux années précédentes (2016 et 2017), profitant notamment de la stabilité des prix. La progression des crédits à la consommation pourrait indiquer un desserrement de la prudence des ménages en matière d'achats. L'investissement retrouve le niveau, plutôt élevé, de fin 2017, notamment grâce au secteur habitat. Dans un contexte de bonne tenue du marché du nickel, le déficit commercial se réduit grâce à un effet ciseau de progression des exportations et de recul des importations. Toutefois, le nombre d'emplois salariés privés continue à s'éroder à un rythme cependant en sensible ralentissement.

L'analyse sectorielle offre un panorama plus contrasté de l'économie calédonienne. Du fait de la baisse de la production métallurgique, le secteur du nickel n'a pas véritablement pu profiter de la remontée des cours. Le secteur du BTP évolue toujours dans un contexte d'activité ralentie. En revanche, les économies bleue et verte participent à l'amélioration constatée. Pour les secteurs traditionnels, le tourisme et les filières aquacoles et hauturières réalisent un bon trimestre. En ce qui concerne les activités nouvelles, l'émergence des filières assainissement et énergie solaire se constate notamment sur les nouveaux crédits d'investissement.



Source : Enquête de conjoncture de l'EOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CONJONCTURE RÉGIONALE

Au cours du premier semestre 2018, les tensions commerciales et géopolitiques, ainsi que la montée du dollar, apparaissent comme des menaces tangibles pour la croissance mondiale et plus particulièrement pour certains pays émergents très endettés en monnaie américaine, telle l'Indonésie.

À plusieurs reprises déjà en 2018, la Banque centrale d'Indonésie a dû relever ses taux directeurs pour soutenir la roupie. Toutefois, la croissance économique du pays demeure solide comme en témoigne la hausse du PIB de 4,2 % au deuxième trimestre, après un repli de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. En rythme annuel, sa progression est de 5,3 % (+5,1 % au trimestre précédent), la plus forte depuis fin 2013.

Pour les pays OCDE de la zone Pacifique, Australie et Nouvelle-Zélande, la conjoncture demeure favorable, accompagnée de politiques monétaires encore accommodantes.

Lors de sa déclaration de politique monétaire d'août, la RBA, banque centrale d'Australie, a maintenu ses taux directeurs et sa prévision de croissance du PIB à +3 % pour 2018. Le marché du travail est dynamique, avec un taux de chômage stable à 5,4 % en juin et en juillet, et une inflation cantonnée dans la fourchette de 2-3 % ciblée par la RBA. En effet, au deuxième trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,1 % en rythme annuel.

La RBNZ, banque centrale de Nouvelle-Zélande, a également opté pour un statu quo en matière de taux à l'issue de sa réunion du 9 août 2018. Alors que le PIB néozélandais affichait seulement +0,5 % au premier trimestre, après +0,6 % sur les deux derniers trimestres 2017, en raison de la stagnation de la consommation des ménages (+1,1 % au quatrième trimestre 2017), la plupart des analystes s'attendent à une embellie d'ici à la fin de l'année. L'inflation est contenue, l'indice des prix à la consommation enregistrant +1,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2018. Enfin, le taux de chômage est de 4,5 % en juin 2018 (4,8 % un an plus tôt), proche de son niveau incompressible.

Sources : Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand, Statistics Indonesia.

Les prix se stabilisent

L'indice des prix à la consommation (IPC) recule par rapport au premier trimestre 2018 (-0,2 %), du fait d'une baisse des prix de l'alimentation (-1,1 %) et de l'énergie (-0,6 %), postes dont les prix étaient en progression au trimestre précédent.

En glissement annuel, l'IPC progresse de seulement 0,3 %, une inflation remarquablement faible (la plus faible depuis fin 2016) alors même qu'elle a tendance à remonter en France métropolitaine (2,0 % en glissement annuel). Cette stabilité globale des prix est d'autant plus notable que les prix du poste tabac et boissons alcoolisées ont augmenté de 25 % en rythme annuel du fait des mesures fiscales de début d'année.

Les prix de l'alimentation restent toutefois en hausse (+1,4 % en rythme annuel) compensée par une baisse importante du prix des produits manufacturés (-1,9 %).

L'érosion de l'emploi salarié privé ralentit

Au deuxième trimestre 2018, selon l'enregistrement réalisé par la CAFAT, l'emploi salarié privé corrigé des variations saisonnières (CVS) se contracte de nouveau, mais plus modérément qu'au trimestre précédent (respectivement -40 et -240 salariés).

Les services marchands restent créateurs d'emplois alors que l'industrie et le BTP voient diminuer leur nombre de salariés.

De la même manière, si les chefs d'entreprise répondant à l'enquête signalent majoritairement une réduction des effectifs, ils sont aussi moins nombreux à effectuer ce constat pour le trimestre écoulé. Leurs anticipations pour le trimestre à venir sont également moins pessimistes.

Pour le second trimestre consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois¹ est stable (+0,2 % CVS), tandis que le nombre de chômeurs indemnisés progresse légèrement (+0,6 % CVS). Le nombre de nouvelles offres d'emploi déposées auprès des services de placement est stable par rapport au trimestre précédent.

La consommation des ménages se maintient

Les indicateurs de la consommation des ménages maintiennent la nette progression enregistrée au trimestre précédent. Les importations de biens de consommation non durables (CVS) restent relativement stables quand les importations de biens de consommation durables s'affichent en progression (+1,7 % CVS). Seules les immatriculations de voitures particulières neuves sont en retrait (-2,3 % CVS).

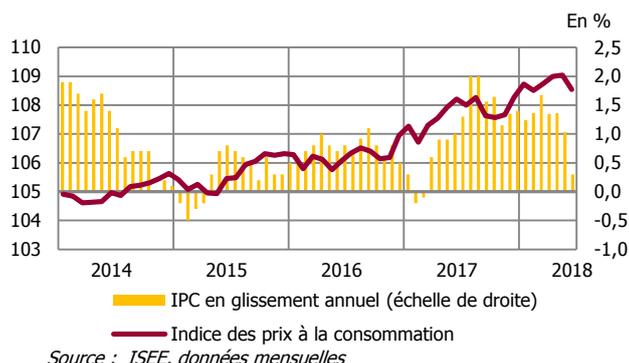
Parallèlement, dans un contexte de taux bas, l'encours des crédits à la consommation octroyés par les établissements de crédit installés localement (ECIL), historiquement stable, semble amorcer une trajectoire de progression (+1,2 % sur un trimestre et +3,9 % sur un an). Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages s'améliorent. Sur un an, le nombre d'incidents de paiements sur chèques, de personnes physiques interdites bancaires et de retraits de cartes bancaires reculent respectivement de 12,6 %, 8,5 % et 3,1 %.

Dans ce contexte, l'opinion des professionnels du secteur du commerce interrogés par l'IEOM concernant l'évolution de leur activité, reste relativement stable, en deçà de sa moyenne de longue période.

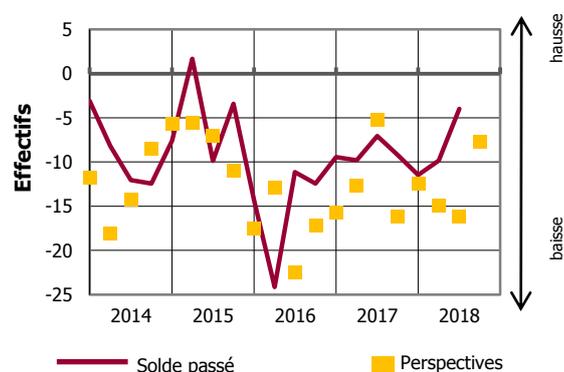
Des prévisions d'investissements qui restent prudentes

Au deuxième trimestre 2018, les indicateurs d'investissement des entreprises apparaissent en légère progression sans toutefois rattraper le recul du trimestre précédent. Les importations de biens d'investissements (CVS) progressent de 1,5 % et celles de véhicules utilitaires (CVS) augmentent de 14,9 %. L'encours des crédits d'investissement des entreprises octroyés localement (ECIL) augmente sur un an (+1,3 %). Enfin, les prévisions d'investissement se redressent par rapport au trimestre précédent mais demeurent toutefois légèrement en dessous de la moyenne de longue période.

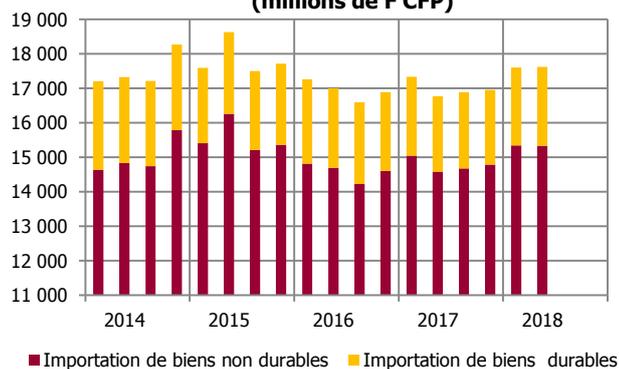
Indice des prix à la consommation



Solde d'opinion relatif aux effectifs



Importations de biens de consommation durables et non durables (millions de F CFP)



¹Les séries statistiques du marché de l'emploi calculées par l'IDC NC ont évolué en 2018. Les règles de calcul des indicateurs statistiques ont été mises à jour, permettant une meilleure qualité de traitement, mais engendrant également une rupture dans les séries de données relatives aux demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) et aux nouvelles offres d'emploi (NOE). La rétropolation réalisée par l'IDC NC pour la série des DEFM permet toutefois de maintenir la comparabilité de cet indicateur avec les années antérieures. En revanche, aucune rétropolation n'a pu être réalisée pour les NOE.

En tendance, on constate que les investissements demeurent tirés à la hausse par le secteur immobilier, aussi bien du côté des ménages (+8,8 % d'encours de crédit sur un an) que des entreprises (+9,2 %). Ces crédits immobiliers aux entreprises, destinées pour la plupart à des SCI, recouvrent toutefois des finalités diverses, souvent liées à la défiscalisation.

Par ailleurs, les crédits douteux des établissements bancaires marquent une progression (+11,7 % sur l'année), tout en restant à un niveau faible, ce qui pourrait traduire une tension sur certaines activités.

Le solde commercial s'améliore

Les importations baissent en valeur au second trimestre 2018 (-3,6 % CVS par rapport au trimestre précédent), même si la tendance reste à la hausse en glissement annuel (+5,1 %). Les produits énergétiques expliquent l'essentiel de cette contraction (-8,8 %). Parallèlement, on enregistre une légère hausse des importations de biens durables (+1,7 %) ainsi que de biens d'investissements (+1,5 %).

À l'inverse, les exportations sont en hausse ce trimestre (+0,9 %, et +35,9 % en glissement annuel). Cette légère hausse est attribuée à l'augmentation des exportations de minerais de nickel, et dans une moindre mesure, aux exportations de crevettes qui ont été multipliées par 3 (CVS) entre les deux premiers trimestres de 2018.

En conséquence, le déficit commercial se réduit de 14,6 % ce trimestre (mais se dégrade de 36,6 % en glissement annuel) et le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore de 3,3 points et atteint 74,4 %.

DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

Les exportations de métal marquent le pas

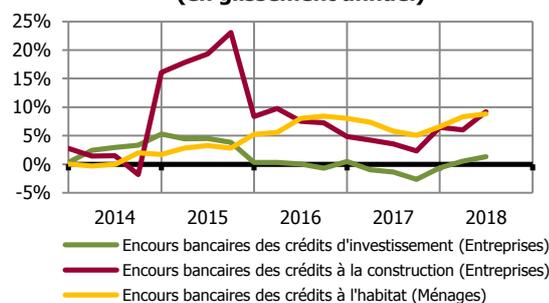
Au deuxième trimestre 2018, le marché mondial du **nickel** reste déficitaire. Les stocks mondiaux enregistrés au LME continuent de se contracter et passent sous la barre des 300 000 tonnes (-13,3 % sur le trimestre, et -21,1 % en glissement annuel), induisant une nouvelle progression du cours du nickel (+8,9 % sur un trimestre et +56,4 % sur un an). Il atteint 6,56 \$/lb, soit son niveau le plus élevé depuis début 2015.

Après un premier trimestre impacté négativement, notamment par les intempéries, la production minière repart à la hausse (+25,3 % par rapport au trimestre précédent, +8,6 % sur un an). Suivant la même tendance, les exportations de minerai se redressent, tant en volume (+63,0 % sur un trimestre et +7,0 % en glissement annuel) qu'en valeur (+76,4 % sur un trimestre et +14,7 % en glissement annuel).

En revanche, après trois trimestres consécutifs de hausse, la production métallurgique enregistre un recul (-10,0 %). En glissement annuel, elle reste néanmoins en progression (+6,5 %). La production de ferronickel dans les usines de KNS et SLN recule par rapport au trimestre précédent (-5,8 %) mais continue de croître en glissement annuel (+16,9 %). En lien avec des difficultés d'approvisionnements, l'usine du Sud voit sa production de nickel (NHC, NIO), enregistrer un nouveau recul (-19,3 % sur le trimestre et -13,6 % en glissement annuel). Dans ce contexte, les exportations baissent également, en volume (-12,2 % par rapport au trimestre précédent) comme en valeur (-7,1 % sur un trimestre). En revanche, du fait de l'appréciation des cours, les exportations en valeurs progressent sensiblement sur un an (+41,4 %).

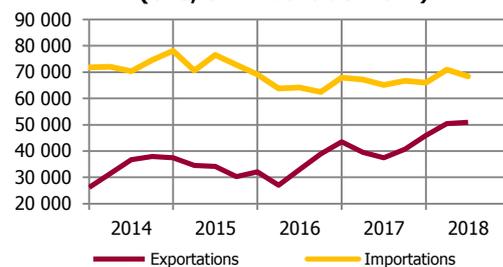
Au deuxième trimestre 2018, les stocks de **cobalt** enregistrés au LME connaissent un léger rebond (+16,2 % sur le trimestre). Après deux ans de croissance ininterrompue, le cours du cobalt diminue de 7,0 %. Il demeure toutefois à un niveau élevé à 37 \$/lb (soit 42 % supérieur à son cours un an auparavant). La production de carbonate de cobalt, coproduit de l'usine du Sud, reste orientée à la baisse (-12,1 % sur le trimestre et -27,4 % sur un an). Conséquence du recul de la production, les exportations sont également en retrait tant en volume (-9,2 % sur le trimestre) qu'en valeur (-17,0 %).

Variation des encours de crédits (en glissement annuel)



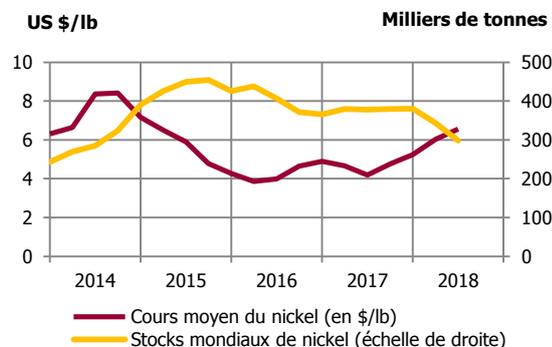
Source : IEOM - Surfî, encours des crédits des établissements locaux

Échanges commerciaux (CVS, en millions de F CFP)



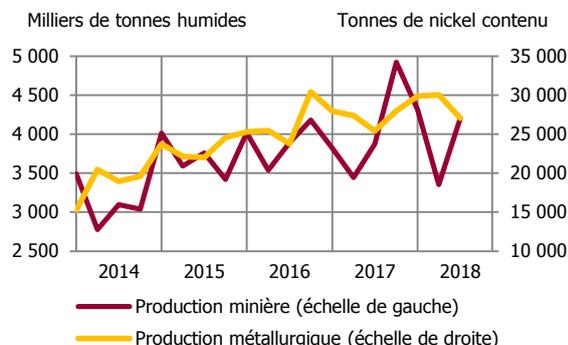
Source : Service des Douanes, ISEE

Prix et stock mondiaux de nickel



Source : LME

Production minière et métallurgique

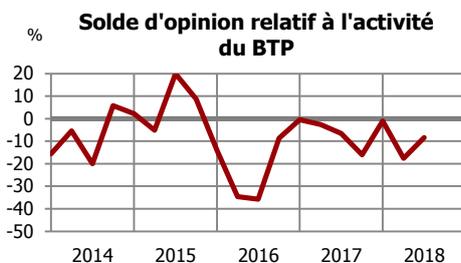


Sources : ISEE, DIMENC

L'activité du BTP reste mal orientée

Au deuxième trimestre 2018, malgré un sursaut, la confiance des entrepreneurs du secteur demeure dégradée. Le solde d'opinion concernant l'activité s'affiche sensiblement en deçà de sa moyenne de longue période. Les professionnels interrogés font également état de difficultés concernant leur trésorerie en lien notamment avec la persistance de tensions sur les délais de paiement.

Les ventes de ciment (CVS) reculent de 5,1 % sur le trimestre (-22,9 % en glissement annuel) et atteignent un nouveau point bas. L'index BT 21 est stable sur la période.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

L'économie bleue enregistre un bon trimestre

Après un premier trimestre marqué par un recul de la fréquentation, l'opinion des entrepreneurs du secteur touristique pour ce trimestre s'améliore. Ils sont notamment majoritaires à constater une progression de leur activité et de leurs effectifs et à déclarer un allègement de leurs charges et une amélioration de leurs délais de paiement.

Au deuxième trimestre 2018, l'activité aquacole et la pêche affichent des performances en hausse. Les tonnages débarqués par les palangriers sont en progression (+9,4 %, CVS), de même que le volume d'exportations de crevettes qui est multiplié par 3. Il convient de noter la création, en mai 2018, d'une appellation commune pour le thon blanc calédonien *Cap Lapérouse*, qui doit permettre de mieux structurer la filière et d'offrir de nouveaux débouchés.



Sources : ISEE, Douanes, CVS par l'IEOM

L'économie verte commence à compter

En cohérence avec l'ambition d'autonomie électrique du territoire fixé par le Schéma pour la Transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie, les projets de centrales solaires se multiplient sur l'ensemble du territoire. Douze projets d'une puissance totale de 67 Mégawatt-crête (MWc) ont été autorisés, soit 70 % des objectifs fixés pour 2020. De même, les installations d'autoproduction des particuliers et des entreprises connaissent un rythme de croissance appréciable. Au second trimestre, plus de 700 millions de F CFP de nouveaux encours de crédits ont trait à l'énergie solaire.

En parallèle, les investissements dans le domaine de l'assainissement sont également significatifs. L'économie verte compte dès à présent dans la conjoncture calédonienne.

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établit à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Jean-David NAUDET – Responsable de la rédaction : David CHATELAIN – Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : septembre 2018 – Dépôt légal : septembre 2018 – ISSN 1968-6277